

# TERRORISME, LICENCIEMENTS, PRIVATISATIONS

# BESOIN D'UNE

# AUTRE POLITIQUE

**Des milliers de licenciements se préparent : Hewlett Packard, Kodak, la Samaritaine, IBM, Sara Lee, ABB, Scholtès... À cela, il faut ajouter le cas Danone : on se demande si le PDG n'a pas tiré sur le signal d'alarme et agité la menace d'un rachat par Pepsico pour préparer de prochains licenciements. Quand aux visées des repreneurs de l'empire Taittinger, on ne connaît pas réellement leurs intentions.**

A chaque fois, ce sont des entreprises qui font des profits (+ 72% sur un an pour les groupes cotés au CAC 40, soit 60 milliards d'euros,) qui licencient des salariés par centaines et par milliers. Elles ne tentent rien pour sauver l'emploi : leur but est de dégager toujours plus de produits financiers à n'importe quel prix. Elles orchestrent la régression industrielle de nos territoires. De plus en plus, ces grandes entreprises se comportent comme des prédateurs. Elles suppriment massivement les emplois, gèlent les salaires, étranglent leurs sous-traitants et leurs fournisseurs pour accroître leurs opérations financières afin de satisfaire les exigences de rentabilité de leurs actionnaires. elles font preuve de leur irresponsabilité sociale.

## EN FRANCE, AGIR POUR L'EMPLOI

Que fait le gouvernement ? Jamais il ne se place au côté des salariés. Il prend des mesures pour faciliter les licenciements : avec le contrat nouvelle embauche pour les entreprises de moins de 20 salariés, que le MEDEF veut déjà étendre à toutes les entreprises, on pourra être licencié du jour au lendemain pendant une période de deux ans.

**IL FAIT DE NOUVEAUX CADEAUX AU PATRONAT** : depuis vingt ans, le patronat paye toujours moins de cotisations sociales et d'impôt, tandis que les salariés vivent au quotidien la chute de leur pouvoir d'achat.

**IL CRIMINALISE LE CHÔMAGE** : il veut obliger les chômeurs à répondre à la première offre qui leur sera présentée.

**IL RÉDUIT LES DROITS DANS L'ENTREPRISE ET STIGMATISE LES JEUNES** : les jeunes ne seront plus comptabilisés dans les effectifs ce qui entraînera des fermetures de comités d'entreprises et une diminution des droits syndicaux.

**IL INSTAURE DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ** : ils risquent d'accroître les inégalités territoriales et ne représentent qu'une aide dérisoire au développement industriel.

Ajoutons à cela les privatisations des sociétés d'autoroute, de gaz de France, et bientôt d'EDF, qui mettent à mal l'égalité d'accès à des droits fondamentaux pour les citoyennes et les citoyens, mettent en danger l'aménagement du territoire et agrandissent le champ du libéralisme et de la course au profit.

## NE PAS CÉDER AUX TERRORISTES

**New-York, Madrid, Londres, Bagdad, Charm-el-Cheikh, nous assistons à une mondialisation du terrorisme. Nous éprouvons tous une révolte profonde devant cette horreur et ces morts. Rien ne peut justifier les actes terroristes. Le terrorisme c'est la négation de l'humanité.**

En voyant ces scènes effroyables, on ne peut manquer de s'interroger : comment notre monde a-t-il pu produire cela ? L'ordre du monde, marqué par des inégalités, et des injustices, marqué par des guerres, constitue un terreau exploité par les terroristes. La militarisation des rapports internationaux et les interventions armées unilatérales n'ont pas amené la prospérité, la démocratie et la tranquillité promises.

Le monde selon Bush, c'est aussi la montée de la désespérance, de la haine et de la violence. Cet état de guerre permanent, cet état de peur et de méfiance, qui pousse au repli sur soi, est une aubaine pour tous ceux qui veulent maintenir en place le système existant, défaire les liens de solidarité, pousser les feux de sociétés sécuritaires, où il est permis de tuer «par prévention», où l'on prétend faire «du nettoyage» dans la population.

Il vaudrait mieux proposer à nos sociétés de s'épanouir, d'aller de l'avant. Rien ne serait plus dramatique que de se laisser dicter notre manière de vivre par des terroristes. C'est pourquoi, il faut produire des actes concrets qui fassent prendre au monde une autre direction, favoriser une culture de dialogue et de paix, développer la démocratie et la souveraineté des peuples du monde, engager de véritables coopérations pour un véritable co-développement.

## HEWLETT-PACKARD

14 500 suppressions d'emplois  
dont une grande partie en France.

Bénéfice net : 3,5 milliards de  
dollars, +38% sur un an.

## IBM

14 500 suppressions d'emplois  
dont une majorité en Europe et en  
France.

Bénéfice net : 1,83 milliards de  
dollars, +5% sur un an.

## ABB

1 300 suppressions d'emplois dont  
une majeure partie en Europe et  
en France.

## LEAR

7 700 suppressions d'emplois en  
Amérique du nord et en Europe.  
L'équipementier automobile fait  
partie des 500 entreprises les  
plus rentables au monde.

## SARA LEE

1 400 suppressions d'emplois  
dont plus d'une centaine en  
France.

L'objectif est d'augmenter  
la rentabilité de 8% à 12%.

## LA SAMARITAINE

(groupe LVMH)

1 350 emplois menacés.

## FAIRE FACE AU GOUVERNEMENT

Cette politique de casse tous azimuts aggrave singulièrement la situation de l'emploi.

Lors du référendum, les salariés, les milieux populaires ont exprimé massivement leur rejet des politiques «ultra-libérales». Ils ont exprimé une profonde aspiration à d'autres logiques sociales.

Il faut agir avec la plus grande énergie pour sauvegarder les emplois et la production industrielle. Dans chaque site, l'Etat doit intervenir pour mettre chacun en face de ses responsabilités. Plus profondément, des pouvoirs accrus sur les stratégies des entreprises doivent être donnés aux salariés, aux usagers et aux élus des territoires concernés afin qu'ils puissent étudier et proposer des solutions alternatives. A l'opposé du gâchis sans nom des exonérations fiscales et de cotisations sociales patronales, il faut mettre à contribution les revenus du capital et les entreprises.

Les aides publiques doivent être contrôlées et avoir pour but de favoriser l'emploi, la formation, la recherche et l'investissement utile. De même, c'est dans ces objectifs que doivent être réorientées les missions de la Banque Centrale Européenne.

Les secteurs les plus exposés aux restructurations, aux délocalisations en Europe doivent être déclarés en «état de crise manifeste» par l'Union européenne afin de suspendre les guerres concurrentielles et d'organiser les coopérations.

De grandes réformes doivent être entreprises pour éradiquer le chômage. Le PCF propose d'engager la construction d'un système de Sécurité d'emploi ou de formation garantissant des revenus et des droits et permettant une mobilité entre emploi stable et formation.

Le 17 août, devant Matignon, nous serons nombreux à l'occasion de la rentrée du gouvernement, à manifester contre les mesures régressives qu'il a imposées par ordonnances. Les 10, 11 et 12 septembre prochain, la Fête de l'Humanité sera l'occasion de tirer le bilan des cent jours du gouvernement Villepin-Sarkozy.

**DÈS LA RENTRÉE, DANS TOUTE LA FRANCE,  
ORGANISONS ENSEMBLE DES FORUMS CITOYENS  
POUR DÉBATTRE DE PROPOSITIONS POUR CHANGER  
VRAIMENT LA VIE ET POUR CONSTRUIRE  
UNE GAUCHE COURAGEUSE.**

## LE PARTI COMMUNISTE AU CŒUR DES RASSEMBLEMENTS POPULAIRES ET CITOYENS POUR CHANGER LES POLITIQUES EN FRANCE ET EN EUROPE

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français  
 Je souhaite adhérer au Parti communiste français

Nom \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Je participe au financement de la campagne référendaire, en versant la somme de \_\_\_\_\_ euros  
Adresser vos dons à « Association nationale de financement du PCF » : 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19